



**NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE**

# CONTRE LE CHÔMAGE INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

28 JUIN 2019

Samedi dernier, 7 à 8 000 personnes ont manifesté à Belfort, en réaction aux 1 050 licenciements annoncés chez General Electric. Aujourd'hui, Macron et ses ministres font semblant de se préoccuper du sort de ces travailleurs. Mais en 2014, c'est Macron, alors ministre de l'économie, qui a organisé le rachat-cadeau de la branche turbines d'Alstom par General Electric en prétendant « sauver les emplois » et même garantir la « création de 1 000 emplois ».

Cinq ans plus tard, les 1 000 emplois supplémentaires se transforment en 1 050 suppressions d'emplois ! Ce n'est pas de la mauvaise magie, mais l'application de la logique économique capitaliste, de la liberté des actionnaires de décider, au nom du « droit de propriété », de la vie de milliers de familles.

## LA DICTATURE DES ACTIONNAIRES

C'est cette logique, accompagnée par le gouvernement de Macron, qui est à l'œuvre à Ford, à Ascoval, à Whirpool, à Carrefour, à New Look ... Les groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex dont on se débarrasse après usage. En difficulté temporaire, voire simplement pour faire monter leur cours en bourse, ils licencient des centaines de travailleurs comme à Belfort, sans se soucier des conséquences pour la région. Et le gouvernement, complice de ces groupes, leur montre l'exemple en supprimant des emplois à La Poste, la SNCF, dans les hôpitaux ou l'éducation.

## DOUX AVEC LES RICHES MAIS FÉROCE AVEC LES CLASSES POPULAIRES

Au moment où les plans de licenciements déferlent, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 mois. Et le calcul des indemnités ne se fera plus sur les revenus des jours travaillés, mais sur une moyenne sur le mois.

Ces mesures brutales, en plus d'économies budgétaires sur le dos des pauvres, visent à contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

## L'IMPASSE DU « PATRIOTISME » ÉCONOMIQUE

À l'annonce des suppressions d'emplois, des responsables politiques de droite ont sauté sur l'occasion pour appeler à la défense de « l'industrie nationale ». Une idée reprise par Mélenchon, déclarant à Belfort : « C'est davantage qu'une usine dont il est question : il est question de science, de technique et de patrie ».

Pourtant, les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre « l'industrie française » au lieu de leurs emplois, car cela revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef qui ont eu le culot d'appeler à la manifestation de Belfort. Les grands groupes « français » licencient autant que les autres, avec le profit comme seule boussole. C'est d'ailleurs l'Etat, alors actionnaire, qui avait procédé aux premières vagues de licenciements chez Alstom, avant de céder une partie du groupe à Bouygues. Un patron bien « français » qui a empoché une belle somme en revendant la branche énergie à General Electric !

## CONTRE L'UNION NATIONALE, L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Même au pied du mur, même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. La CGT Ford qui se bat depuis 10 ans contre la fermeture du site de Blanquefort près de Bordeaux, a lancé un appel dans ce sens : « Nous sommes convaincus que l'issue de notre bataille comme celles de nombreuses autres dépendent de ce que nous pourrions réussir ensemble. »


Parce qu'il n'y a pas de fatalité : la bataille contre les licenciements n'est pas perdue d'avance. Son issue dépend du rapport de force qui se construira entre d'un côté, le patronat et ses complices du gouvernement et de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacés à court terme ou pas, du public comme du privé.



### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

 Et maintenant sur Facebook ....

## TOUJOURS LES MEMES SALES AIRS

L'AG des actionnaires de Renault du 12 juin prochain va se prononcer sur le salaire de Bolloré. Le Directeur Général de Renault touche 900 000 euros de part fixe, et sa part variable peut aller jusqu'à 1,125 millions, soit plus de deux millions d'euros au total. L'AG de l'an dernier avait voté pour Ghosn des salaires du même ordre : 1,23 million d'euros de part fixe et 1,45 millions de part variable. L'ère Ghosn des salaires démesurés est loin d'être finie...

## ARJOWIGGINS, TE CONNECTIVITY ET MAINTENANT SOURIAU

Après Arjowiggins et TE Connectivity, ce sont près de 700 emplois en moins, rien qu'en Sarthe. Et comme si ça ne suffisait pas, c'est aujourd'hui au tour des 1200 salariés de Souriau de se retrouver sur la sellette.

Rachetée en mars dernier par le groupe Transdigm, l'entreprise est de nouveau à vendre. Et la liste des potentiels repreneurs a de quoi inquiéter les salariés : Amphenol, Delphi ou encore... TE Connectivity, dont nous connaissons le passé peu glorieux.

Pourtant, Souriau vient de fêter ses 100 ans et a toujours des bénéficiaires en croissance. Mais les capitalistes en veulent toujours plus et cela ne se fera pas sans casser du sucre sur le dos des salariés. Alors même si rien n'est sur pour le moment, c'est maintenant qu'il faut s'organiser et coordonner les résistances entre les travailleurs des différents sites de Souriau, en Sarthe mais aussi en Allemagne et au Maroc.

## URGENCES : FACE AU MÉPRIS, LA COLÈRE ET LA DÉTERMINATION SONT MONTÉS D'UN CRAN

Après avoir ignoré la grève des personnels des urgences pendant des mois, la ministre de la santé et le gouvernement y ont apporté des réponses dérisoires.

La prime accordée reste bien en deçà des 300€ revendiqués et l'enveloppe ridicule de 15 millions d'€ pour renforcer les équipes permettrait tout juste, de recruter 1 agent par service...pendant 6 semaines, alors qu'il manque 700 postes rien que pour la seule région parisienne, et que la situation n'est pas meilleure dans nos régions.

À la veille d'un été qui s'annonce critique, les grévistes des urgences ont apporté à l'intransigeance et mépris gouvernementaux la réponse qu'ils méritaient. La grève s'étend et touche désormais plus de 160 services. Elle se durcit avec des arrêts de maladie collectifs, pleinement justifiés par l'épuisement des personnels.

Une nouvelle mobilisation nationale est annoncée pour le 2 juillet, avec une manifestation nationale où seront présentes des délégations de toute la France.

Soutenons-les partout où nous le pouvons.

## RECU DE L'AGE DE LA RETRAITE : MOBILISATION !

La durée de cotisation pour une retraite à taux plein devait s'allonger d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. Pour Macron, ce rythme devrait être encore plus rapide ; des mesures pour retarder les départs à la retraite vont être prises, c'est simple, tout en maintenant le départ officiel à 62 ans, il suffit d'imposer de cotiser jusqu'à 64 ans pour la toucher entièrement.

Les chômeurEs, précaires, malades, sans possibilité de repousser leur départ, toucheront ainsi une pension encore plus misérable que leurs faibles revenus. En pratique, la quasi-totalité des salarié(e)s devra travailler beaucoup plus longtemps. Travailler jusqu'à la mort ? Non merci !

## REFORME ANTI - CHOMAGE OU ANTI - CHOMEURS ?


L'objectif de la réforme de l'assurance chômage est l'affichage d'une baisse du nombre officiel de chômeurEs, il faudra avoir travaillé 6 mois sur une période de 24 mois au lieu de 4 mois sur une période de 28 mois. Cette réforme va exclure de l'assurance chômage plusieurs centaines de milliers de chômeurEs. Les jeunes vont être massivement touchés. Il faudra aussi avoir travaillé six mois au lieu d'un mois pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant.

Le gouvernement vise ainsi 3,4 milliards d'économies sur le dos des chômeurEs d'ici fin 2021. Mille conseillers Pôle emploi seront recrutés ... à peine davantage que les 800 supprimés par le gouvernement en 2018. Ces mesures aggraveront une situation où, aujourd'hui, moins d'un chômeurE sur deux est indemnisé, et plus de 6,5 millions de chômeurEs et précaires pointent à Pôle emploi, soit 25 % de la population active.

## LES PROFS S'Y METTENT

Cela fait des mois que les enseignants protestent contre les réformes de l'Éducation nationale. Au programme : suppression de plus de 2 000 postes dans les collèges et lycées, baisse des moyens, voie professionnelle sacrifiée, recours à des contrats précaires, flicage des enseignants... Et voilà qu'ils passent à l'action : nombreux sont ceux qui ont fait grève lundi 17 lors des surveillances du bac, et se sont rassemblés devant les lycées et les rectorats. Et à présent, c'est la grève des corrections des examens qui se discutent.

Toujours dans l'éducation, au Mans, ce sont les parents atterrés qui se sont mobilisés et ont permis la non fermeture de plusieurs classes. Preuve que la mobilisation paye !

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : [npa.sarthe@gmail.com](mailto:npa.sarthe@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63  
 Nouveau Parti Anticapitaliste 72